

ment la guerre, il veut qu'elles soient discutées et réglées, non pas en conférence générale, mais séparément par les nations les plus directement intéressées à chacune d'elles. Il accepte la liberté des mers, mais n'admet pas qu'elle puisse être limitée par un acte international dans l'intérêt de l'ordre public commun. Il serait heureux sans réserve de voir les barrières économiques disparaître entre les nations, parce que cela ne pourrait en rien entraver les ambitions du parti militaire avec lequel il paraît être contraint de rester en bons termes. Il n'a pas non plus d'objection à ce que les armements soient limités. Il croit que cette question sera résolue automatiquement par les conditions qui suivront la guerre. Mais il demande que les colonies de l'Allemagne lui soient remises sans discussion. Il ne veut discuter qu'avec les représentants de la Russie le sort des peuples et des territoires des provinces baltiques; avec personne autre que le gouvernement de la France, les conditions de l'évacuation des territoires français; et avec l'Autriche seulement, ce qu'il adviendra de la Pologne. Pour tout ce qui concerne les Balkans, il s'en rapporte, si je le comprends bien, à l'Autriche et à la Turquie. Pour ce qui concerne les peuples non-ottomans de la Turquie actuelle, il prétend que cela regarde la Turquie seulement. Après un accord général effectué de cette façon par des concessions et des marchandages particuliers, il n'aurait pas d'objection à une ligue de nations qui entreprendrait de maintenir le nouvel équilibre des puissances contre des troubles extérieurs. ”

Il faut admirer la précision et la netteté avec lesquelles M. Wilson met ainsi au clair le tortueux discours du chancelier. Après avoir dégagé de ses nuages la vraie pensée du ministre germanique, le président continue: “Il doit être évident, pour quiconque se rend compte de l'effet produit sur l'opinion et les sentiments du monde entier par la guerre actuelle, qu'aucune paix générale, qu'aucune paix valant les